



Consultation publique de la Commission de Régulation de l'énergie relative à la mise à jour des tarifs d'utilisation des réseaux de transport de gaz au 1^{er} avril 2014.

Eni remercie la CRE pour l'opportunité qui lui est donnée de contribuer à cette consultation publique portant sur la mise à jour des tarifs d'utilisation des réseaux de transport de gaz au 1^{er} avril 2014.

Nous constatons que la CRE soumet à consultation non seulement une révision de l'évolution des revenus autorisés des GRT et des niveaux tarifaires qui en dérivent, mais aussi une réforme de la structure des tarifs d'utilisation des réseaux de transport de gaz en France qui impacte de façon différente tous les points d'interconnexion du réseau.

En considération de l'ampleur du sujet proposé nous aurions souhaité qu'il soient laissés aux opérateurs de plus longs délais pour contribuer à cette consultation publique., ce qui aurait permis de formuler des avis plus précis et détaillés sur les différentes propositions de la CRE.

Néanmoins eni souhaite profiter de l'opportunité qui lui est donnée de s'exprimer sur les sujets qui lui sont proposés.

Nous sommes en général en faveur de l'approche montrée par la CRE concernant l'évolution des revenus autorisés des GRT afin de contenir les augmentations des tarifs d'utilisation des réseaux de transport demandées par les GRT mêmes et de prévoir un audit sur le suivi de postes « énergies et CO2 » et « hypothèses de souscriptions ». Nous partageons également les propos de la CRE de réfléchir à un mécanisme d'incitation des GRT sur la qualité de leurs prévisions à partir du 1^{er} Avril 2015.

Eni soutient l'effort de la CRE d'accompagner l'évolution des tarifs aux différents points d'interconnexion afin de tenir compte de l'évolution de la structure de marché en France et de la position du marché français au sein d'un marché européen intégré.

Par la suite notre contribution en réponse aux questions formulées par la CRE en référence à l'évolution des tarifs d'utilisations des réseaux de transport.

Question 1 : Etes-vous favorable aux recommandations de l'étude sur la tarification des PITS ? Quel facteur entre les tarifs du PITS en zone TIGF et ceux du PITS en zone GRTgaz Sud vous paraît le plus adéquat ? **Question 2 :** Considérez-vous nécessaire d'harmoniser la structure tarifaire aux PITS entre les réseaux de GRTgaz (tarif d'entrée supérieur au tarif de sortie) et de TIGF (tarif de sortie supérieur au tarif d'entrée) ? Si oui, dans quel sens ?

Eni a eu l'occasion d'exprimer son point de vue à ce sujet lors de l'étude menée par Poyry.

Il est sans doute vrai que, dans l'objectif de création d'une place de marché unique à la maille France et de l'intégration des marchés européens, l'harmonisation des tarifs aux PITS sur les réseaux de GRTgaz et de TIGF devient nécessaire soit en ce qui concerne les différences de structure (rapport entre tarifs d'entrée et tarif de sortie) que de niveau.

Cependant pour s'exprimer plus précisément sur la solution proposée par la CRE il nous paraît nécessaire de connaître les raisons des actuelles divergences entre les tarifs aux PITS entre GRTgaz et TIGF et leurs méthodologie de calcul.

Question 3 : Etes-vous favorable à la proposition de la CRE de maintenir le tarif en euros courants à la liaison Nord-Sud au 1er avril 2014 ?

Eni est favorable à la proposition de la CRE.

Question 4 : Etes-vous favorable au maintien des tarifs d'entrée et du coût du transit sur le réseau français ? Préférez-vous un maintien en euros courants ou en euros constants ?

Eni partage l'analyse de la CRE concernant le niveau et l'évolution des tarifs aux points d'interconnexion du réseau français avec les pays adjacents. En effet non seulement les tarifs d'entrée en France sont en moyenne plus élevés par rapport aux mêmes tarifs dans les autres pays d'Europe mais montrent une tendance durablement à la hausse. Comme le souligne la CRE ces niveaux élevés des tarifs dans un contexte de stagnation de la consommation française de gaz naturel se traduit en une incidence de plus en plus importante des coûts pour les utilisateurs des réseaux français.

Un gel des tarifs aux points d'interconnexion tel qu'il est proposé par la CRE (voir le tableau de synthèse à la page 15) contribuerait à réduire progressivement l'écart existant entre les tarifs aux points d'interconnexion appliqués en France et ceux appliqués dans d'autres pays européens tandis que les risques que ces écarts comportent un dommage durable au marché français en termes de liquidité et de développement de la concurrence.

Eni est pourtant favorable à la proposition de gel des tarifs aux points d'interconnexion en euros constants, afin d'accélérer le processus décrit ci-dessus.

Question 5 : Etes-vous favorable à la tarification du produit trimestriel à un tiers du produit annuel lorsque l'interconnexion n'est pas congestionnée ? Etes-vous favorable à la tarification du produit trimestriel à un quart du produit annuel lorsque l'interconnexion est congestionnée ?

Eni partage l'analyse de la CRE concernant les tarifs à appliquer aux produits trimestriels et partage, en particulier, le principe que les prix des produits « courts termes » doivent avoir un tarif plus élevé, en proportion, du produit annuel, afin non seulement d'inciter à la souscription des produits annuels et à la participation aux investissements des GRT mais également d'éviter toute discrimination entre

expéditeurs. Eni est donc favorable à la tarification du produit trimestriel proposée par la CRE mais sans distinctions entre les liaisons congestionnées et non-congestionnées.

Question 6 : Etes-vous favorable à la proposition de la CRE de redistribuer sans délai les excédents de recettes d'enchères aux expéditeurs livrant des clients finals au prorata des volumes livrés ? Etes-vous favorable à l'application de ce principe pour la redistribution des excédents aux interconnexions dans le Nord de la France et à l'interface avec l'Espagne ?

Eni considère que seul dans les cas de congestion il s'avère que les enchères produisent des excédents de recettes. C'est pour cette raison que Eni soutient le principe de destination de ces excédents à la réduction, voire élimination, des dites congestions.

Cependant, si le contexte ne permet pas de destiner les éventuels excédents à réduire la congestion qui les a produits Eni ne s'oppose pas à une redistribution en faveur des acteurs qui sont les plus impactés par la congestion même et n'est donc pas opposé à la proposition de la CRE.

Question 7 : Etes-vous favorable à la proposition de la CRE de réduire à 0 le prix du service de flexibilité intra-journalière dès le 1er avril 2014 ?

Eni est favorable à la proposition de la CRE.

Question 8 : Etes-vous favorable à la proposition de la CRE d'appliquer le même tarif au PITTM Dunkerque qu'aux PITTM de Montoir et de Fos ? Etes-vous favorable au montant de 45 €/MWh/j/an proposé pour les capacités de sortie au PIR Veurne

Pas d'avis.

Question 9 : Etes-vous favorable à la prise en compte du JTS à 50% au CRCP ?

Eni n'est pas opposé à la proposition de la CRE.

Question 10 : Quelle est votre appréciation de la qualité de service de GRTgaz et TIGF depuis l'entrée en vigueur du tarif ATRT5 ? Quelle est votre appréciation des indicateurs relatifs à l'équilibrage ? Avez-vous des propositions complémentaires sur la qualité de service des GRT ? Par la suite notre contribution en réponse aux questions formulés par la CRE en référence aux propositions formulées.

Eni n'a pas d'éléments à signaler concernant la qualité de service des GRT.

Toutefois, en vue de la mise en place progressive du mécanisme d'équilibrage cible le niveau de qualité et de ponctualité des informations transmises par les GRT devient de plus en plus crucial.